

IL FAUT RETIRER LE PROJET DE LOI C-12

Madame la Sénatrice,

Monsieur le Sénateur,

Je vous écris pour vous demander de voter contre le projet de loi C-12, récemment adopté à la Chambre des communes et maintenant soumis à l’examen du Sénat.

Le Sénat joue un rôle fondamental dans notre démocratie, celui de prendre le temps d’un examen réfléchi et indépendant, et de veiller à ce que les lois respectent les droits fondamentaux et assurent la représentation des groupes sous-représentés.

Le projet de loi C-12 a été étudié à grande vitesse à la Chambre des communes, sans examen approfondi, malgré l’ampleur des changements qu’il propose, et des répercussions qu’il aurait sur des personnes vulnérables. De nombreux organismes de la société civile n’ont pas pu témoigner, alors même que ce projet de loi aura des impacts majeurs et durables sur un très grand nombre de personnes.

Le projet de loi C-12 prétend restreindre l’accès à une procédure d’asile équitable et risque de mener au refoulement de personnes ayant besoin de protection, mettant ainsi des vies en danger. Il accorde également des pouvoirs discrétionnaires du gouvernement en matière d’immigration et de partage d’informations sensibles avec d’autres gouvernements.

Le droit de demander l’asile est un droit humain fondamental. En l’état, le projet de loi C-12 porte atteinte à ce droit, affaiblit les garanties procédurales essentielles et risque de compromettre les engagements internationaux du Canada en matière de protection des personnes réfugiées et migrantes.

Dans ce contexte, je vous demande respectueusement de rejeter le projet de loi C-12, de veiller à ce que les organisations et les groupes qui souhaitent témoigner puissent être pleinement entendus lors de son étude au Sénat, et de prendre en compte les préoccupations, les recommandations et les propositions d’amendements formulées par les organisations de la société civile, en particulier celles qui œuvrent à la défense des droits des personnes réfugiées et migrantes.

Je vous demande de veiller à ce que le Sénat joue un rôle d’enquête, de représentation des intérêts des minorités et d’offrir un second regard objectif.

Je vous remercie de l’attention que vous porterez à cette demande.

Veuillez agréer, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur, l’expression de ma considération distinguée.



En signant cette pétition et en fournissant votre adresse e-mail, vous autorisez Amnistie Internationale à envoyer le message ci-dessus en votre nom aux autorités concernées. En écrivant mon courriel, j’accepte également qu'Amnistie internationale m'envoie des informations et des actions sur les droits humains. À tout moment, il est possible de retirer mon consentement. Votre soutien est précieux pour faire entendre votre voix !

	Prénom, nom de famille (lettres moulées) (obligatoire)	Code postal (obligatoire)	Signature (obligatoire)	Année de naissance (obligatoire)	Courriel*	Numéro de cellulaire*
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						

SIGNEZ EN TOUTE CONFIANCE :

Selon les règles sur la vie privée d’Amnistie internationale, vos noms, adresses et téléphones sont confidentiels et ne seront pas échangés ou vendus.
Merci d’imprimer cette pétition en 11x17 pouces (Tabloïd/Ledger)
Inviter les sympathisant.es à utiliser le QR Code en priorité.
Faire signer uniquement sur le recto pour des raisons logistiques.

RETOURNEZ LES PÉTITIONS AVANT LE 30 juin 2026 À : Adam Aït-Âarab, Amnistie internationale Canada francophone, 50 rue Ste-Catherine O, bureau 500, Montréal, H2X 3V4

Coordonnées de la personne envoyant la pétition:

Nom: _____

Courriel: _____

Nom et no groupe: _____